

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise - CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le  
19 avril 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ArcelorMittal France - GALSA**

Usines à froid - Rue des romains  
57190 FLORANGE

Références : FLORANGE\_AMF\_GALSA\_2022-04-12\_RAPVI\_SDH\_23831

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2022 dans l'établissement ArcelorMittal France - GALSA implanté Usines à froid - Rue des romains 57190 FLORANGE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées et a porté sur les modalités de surveillance des tours aéroréfrigérantes du site GALSA encadrées par les dispositions de l'arrêté ministériel du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ArcelorMittal France - GALSA
- Usines à froid - Rue des romains 57190 FLORANGE
- Code AIOT dans GUN : 0006205245
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral n°2018-DCAT/BEPE-274 du 21 décembre 2018 autorisant la société ArcelorMittal Atlantique et Lorraine à exploiter une ligne de galvanisation à chaud (dénommée GALSA) en remplacement de l'ancienne ligne d'électrozingage (dénommée ELSA) sur le territoire de la commune de FLORANGE.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- eaux superficielles
- risques légionelles

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle   | Référence réglementaire                              | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----------------------------|--|--|-------------------|
| Valeurs limites d'émission | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 38 I et II | /  | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle          | Référence réglementaire                                     | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|-----------------------------------|---|--|-------------------|
| Surveillance de l'installation    | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 I. 3. c) et d) | /  | Sans objet        |
| Suivi de l'installation           | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 IV. 2.         | /  | Sans objet        |
| Surveillance de l'installation    | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 V.             | /  | Sans objet        |
| Prélèvement et consommation d'eau | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 28 2.             | /  | Sans objet        |
| Surveillance des émissions        | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 60 partiel        | /  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection réalisée le 10 mars 2022 a permis de constater l'absence de non-conformités en matière de qualité des eaux d'appoints et de fréquence des contrôles mis en place, mais le non-respect des valeurs limites d'émissions en phosphore et zinc dans les purges. L'exploitant devra également intégrer de nouvelles substances à son programme de surveillance des purges. Les plans d'action présentés à l'inspection, actuellement en cours de déploiement, doivent permettre le retour à la conformité.

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre sous 15 jours :

- le résultat de ses investigations ainsi que les résultats d'un nouveau contrôle du phosphore et du zinc réalisé à l'issue des essais et investigations ;
- un bon de commande signé intégrant les nouvelles substances à surveiller à la liste des substances déjà surveillées.

### 2-4) Fiches de constats

## Nom du point de contrôle : Surveillance de l'installation

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 I. 3. c) et d)  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Résultats de l'analyse des légionelles  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>c) Laboratoire en charge de l'analyse des légionelles<br>Le laboratoire chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006) répond aux conditions suivantes :<br>- le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 (septembre 2005) par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation équivalent européen, signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ;<br>- le laboratoire rend ses résultats sous accréditation.<br>d) Résultats de l'analyse des légionelles<br>Les résultats sont présentés selon la norme NF T90-431 (avril 2006) ou toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées. Les résultats sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).<br>(...)<br>Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :<br>- coordonnées de l'installation ;<br>- date, heure de prélèvement, température de l'eau ;<br>- date et heure de réception de l'échantillon ;<br>- date et heure de début d'analyse ;<br>- nom du préleveur ;<br>- référence et localisation des points de prélèvement ;<br>- aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ;<br>- pH, conductivité et turbidité de l'eau au lieu du prélèvement ;<br>- nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants, anticorrosion...) ;<br>- date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés.<br>Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire (...). |
| <b>Constats :</b> c) Le laboratoire en charge de l'analyse des légionelles mandaté pour faire ces contrôles sur l'établissement GALSA utilise bien la norme NF T90-431, dispose bien de l'accréditation requise et rend ses résultats sous accréditation.<br>d) Les rapports d'analyses relatifs aux contrôles des légionelles effectués sur l'ensemble des tours aéroréfrigérantes de l'établissement GALSA au mois de juillet 2021 (vu les rapports du 16/07/2021 sur les TAR 1, 2 et 3) présentés à l'inspection comportaient les informations listées au d) du 3 du I de l'article 26 précité, à l'exception des informations suivantes :<br>- aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt.<br>Le prestataire ayant été sollicité à l'issue de l'inspection pour apporter les correctifs nécessaires, l'exploitant a transmis à titre d'illustration de l'action corrective mise en place, la version complétée d'un rapport.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle : Suivi de l'installation**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 IV. 2.  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Carnet de suivi   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>...)<br>Sont annexés au carnet de suivi :<br>(...)<br>- les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées, tels que définis au point V du présent article, relatifs aux résultats des mesures et analyses ;<br>- les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en Legionella pneumophila et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis au point I-3 du présent article ;<br>- les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau telle que définie à l'article 60.<br>(...)<br>Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Dans le cas où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées ou une vérification. |
| <b>Constats :</b> L'inspection a pu constater l'existence d'un carnet de suivi en partie dématérialisé des trois tours aéroréfrigérantes du site auquel étaient annexés les éléments listés ci-dessus.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle : Surveillance de l'installation**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 V.   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bilan annuel   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les résultats des analyses de suivi de la concentration en Legionella pneumophila, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés.<br>Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :<br>- les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en Legionella pneumophila, consécutifs ou non consécutifs ;<br>- les actions correctives prises ou envisagées ;<br>- l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents.<br>Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N. |
| <b>Constats :</b> Les bilans annuels sont régulièrement transmis à l'inspection :<br>- bilan annuel 2019 transmis par courrier du 12 février 2020,<br>- bilan annuel 2020 transmis par courrier du 9 février 2021,<br>- bilan annuel 2021 transmis par courriel du 8 avril 2022,<br>et répondent aux prescriptions reprises ci-dessus.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle :** Prélèvement et consommation d'eau

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 28 2.  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité de l'eau d'appoint  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants :<br>Legionella pneumophila < seuil de quantification de la technique normalisée utilisée.<br>Matières en suspension < 10 mg/l.<br>La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle.<br>(...) |
| <b>Constats :</b> La qualité de l'eau d'appoint est contrôlée selon les périodicités suivantes :<br>– annuelle sur le paramètre MES ;<br>– annuelle sur le paramètre légionelles.<br>Le contrôle des paramètres MES et légionelles effectué sur l'eau d'appoint des tours aéroréfrigérantes en 2020 et 2021 ne montre aucun dépassement des valeurs limites.                        |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle :** Valeurs limites d'émission

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 38 I et II  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE pour rejet dans le milieu naturel.   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent en sortie d'installation les valeurs limites de concentration suivantes (tableau non reproduit), selon le flux journalier maximal autorisé.<br/>(...)</p> <p>II. Par ailleurs, pour les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation au regard des biocides utilisés, l'exploitant les présente dans la fiche de stratégie de traitement préventif et indique les valeurs de concentration auxquelles elles seront rejetées. En tout état de cause, pour les substances y figurant, les valeurs limites de l'annexe IV sont respectées en sortie de l'installation.</p> <p><u>Article connexe contrôlé :</u> article 4.3.9.2 de l'arrêté préfectoral du 21/12/2018 (tableau de VLE non reproduit)</p> <p><b>Constats :</b> I. Vu le bordereau d'analyse n°ASE/301b-18 R1/2022 du 08/03/2022 des « purges TAR_T1 2021 » des tours aéroréfrigérantes de GALSA. Les résultats montrent une concentration de 1,7 mg/l en phosphore pour une valeur limite de 0,74 mg/l. De nouvelles analyses réalisées le lendemain de la visite (vu le rapport n°ASE/301b-18 R4/2022 du 21/03/2022) ont également montré un dépassement de la valeur limite en phosphore avec une concentration de 4,1 mg/l. Sur ce même rapport, un dépassement en zinc avec une concentration de 2,7 mg/l pour une valeur limite de 2 mg/l est également constaté.</p> <p>II. Sur la base des éléments présentés à l'inspection, aucune substance listée à l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 ne fait actuellement l'objet d'une surveillance. Faisant suite à la demande de l'inspection, l'exploitant a vérifié le contenu des fiches de stratégie de traitement des circuits de refroidissement de l'établissement et a transmis, par courriel du 14/03/2022, une liste de substances listées à l'annexe IV devant faire l'objet d'un suivi dans les rejets :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- acide chloroacétique</li> <li>- chlorophénols : <ul style="list-style-type: none"> <li>. pentachlorophénol</li> <li>. trichlorophénol</li> <li>. 2,4,5-trichlorophénol</li> <li>. 2,4,6-trichlorophénol</li> <li>. 2-chlorophénol</li> <li>. 4-chloro-3-méthylphénol</li> </ul> </li> <li>- halométhane : <ul style="list-style-type: none"> <li>. dichlorométhane</li> <li>. tétrachlorure de carbone</li> </ul> </li> </ul> <p><b>Observations :</b> I. Au vu des résultats d'analyse présentés ci-dessus, l'exploitant a indiqué avoir engagé la mise en place des actions correctives suivantes en vue de la réduction des concentrations en phosphore dans les purges :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- essai pendant 1 mois de réduction du dosage du produit anticorrosion injecté dans l'eau nanofiltrée de 10 ppm à 5 ppm avec suivi de la corrosion ;</li> <li>- substitution du produit actuellement utilisé pour le traitement anti-corrosion des conduites d'eau nanofiltrée par un produit à base de polyphosphates alcalinisant ;</li> <li>- augmentation du pH.</li> </ul> <p>S'agissant du dépassement de la valeur limite en zinc, l'exploitant a indiqué, par courriel du 11/04/2022, la nature des actions actuellement en cours de déploiement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réalisation d'une campagne d'analyses visant à identifier la provenance du zinc dans les rejets (eau d'appoint, purges) ;</li> <li>- contrôle de l'état des échangeurs afin de vérifier l'absence de dépôt lié à la corrosion du revêtement galvanisé des tours aéroréfrigérantes ;</li> <li>- définition des actions correctives à mettre en œuvre afin de réduire la concentration en zinc dans les rejets en fonction des conclusions découlant de ces investigations (ex : opération de</li> </ul> |



|   |
|---|
| <p>passivation des tours,...).</p> <p>Considérant les plans d'action en cours de déploiement, l'inspection propose de ne pas mettre en demeure l'exploitant à ce stade mais lui demande de transmettre à l'inspection sous 15 jours le résultat de ses investigations ainsi que les résultats d'un nouveau contrôle du phosphore et du zinc réalisé à l'issue des essais et investigations.</p> <p>II. L'exploitant s'étant engagé à intégrer les substances listées à l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 au programme de surveillance des purges dès le 2e trimestre 2022, l'inspection propose de ne pas mettre en demeure l'exploitant de mettre en place cette surveillance mais demande la transmission, dans un délai de 15 jours, d'un bon de commande à son prestataire intégrant ces substances à la liste des substances déjà surveillées.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans suite à ce stade  |

### Nom du point de contrôle : Surveillance des émissions

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 60 partiel   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions dans l'eau  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, une mesure est réalisée a minima selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous (non reproduit) pour les paramètres énumérés ci-après.</p> <p>Ces mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministère de l'environnement sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation, constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p> <p>Les résultats des mesures sont annexés au carnet de suivi et mis à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>(...)</p> <p><u>Article connexe contrôlé :</u> article 9.1.2 de l'arrêté préfectoral du 21/12/2018 (partiel - eaux de purge de la TAR) (tableau non reproduit)</p> |
| <p><b>Constats :</b> Les fréquences d'analyse sont respectées : quatre analyses trimestrielles par an sur les paramètres DCO, AOX, THM, chlorures et bromures et une analyse annuelle sur l'ensemble des paramètres (température, pH, MES, DCO, P, Fe, AOX, Pb, Ni, As, Cu, Zn, THM, chlorures et bromures). Un tableau de synthèse des résultats de T1 2020 à T4 2021 a été présenté à l'inspection. A titre de validation des données du tableau de synthèse, le bordereau d'analyse n°ASE/301b-18 R1/2022 du 08/03/2022 rédigé suite aux prélèvements réalisés le 11 février 2021 sur les purges des tours aéroréfrigérantes de l'établissement a été examiné. Le tableau ainsi que les rapports d'analyse sont cohérents.</p> <p>Ces analyses sont bien effectuées par un organisme agréé par le ministère de l'environnement. Les résultats de mesures sont annexés au carnet de suivi.</p>                                      |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |